

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 28 avril au 7 mai 2025

Fait marquant

Le Royaume-Uni conclut un accord de libre-échange avec l'Inde

Les autorités britanniques ont [annoncé](#) qu'elles étaient parvenues à un accord de libre échange avec l'Inde le 6 mai, après trois ans de négociations.

L'accord, qualifié de « plus ambitieux depuis le Brexit » par le gouvernement britannique, prévoit que 90 % des droits de douane indiens sur les exportations britanniques seront réduits et 85 % supprimés complètement d'ici 10 ans. Les droits de douane sur les automobiles britanniques passeront de 110 % à 10 % sur un certain quota (non encore précisé), et les droits de douane sur les produits aéronautiques seront également abaissés. La fédération du secteur automobile SMMT est à ce stade la première fédération industrielle à avoir réagi, se félicitant d'une « première étape historique » dans le renforcement des liens commerciaux entre l'Inde et le Royaume-Uni.

L'Inde obtient pour sa part baisse des droits de douane sur 99 % de ses produits exportés vers le Royaume-Uni (textiles, chaussures, voitures, crevettes surgelées, pierres précieuses ...). Elle bénéficiera en outre d'une exonération de charges sociales pour 3 ans pour les employés indiens travaillant temporairement au Royaume-Uni et leurs employeurs.

Des discussions entre l'Inde et le Royaume-Uni restent en cours en vue d'un accord de protection des investissements, mais aussi au sujet de l'application aux exportations indiennes du mécanisme britannique d'ajustement carbone aux frontières.

Le *Department for Business and Trade* a publié une première estimation d'impact économique de l'accord (une évaluation plus précise sera publiée ultérieurement) chiffrant l'apport à 4,8 Mds£/an à l'économie britannique d'ici 2040 (+0,1% PIB). Le commerce bilatéral entre les 2 pays devrait croître de 25,5 Mds£ : +15,7 Mds£ (+60 %) pour les exportations britanniques et +9,8 Mds£ (+25 %) pour les exportations indiennes.

Tony Blair entretient le débat sur les politiques climatiques et suscite la polémique

La publication d'un [rapport](#) (*The Climate Paradox*) du *Tony Blair Institute for Global Change* (TBI) plaidant pour une nouvelle approche de la lutte contre le réchauffement climatique a créé une polémique dans les médias et le milieu politique britanniques. Le débat s'est concentré sur une phrase de l'avant-propos signé par Tony Blair, selon laquelle « la neutralité carbone serait vouée à l'échec » (« *net zero is doomed to fail* ») ou encore « les politiques climatiques seraient vouées à l'échec ». Si cette interprétation des propos de Tony Blair est trompeuse (le rapport indique que « *toute politique visant à sortir des énergies fossiles à court terme ou à limiter la consommation est vouée à l'échec* »), il n'en fallait pas moins aux partis conservateur et Reform UK pour saluer le ralliement de l'ancien Premier ministre à leurs critiques du programme écologique du gouvernement travailliste. La publication de ce rapport est en outre intervenue dans les derniers jours de la campagne pour les élections locales du jeudi 1er mai.

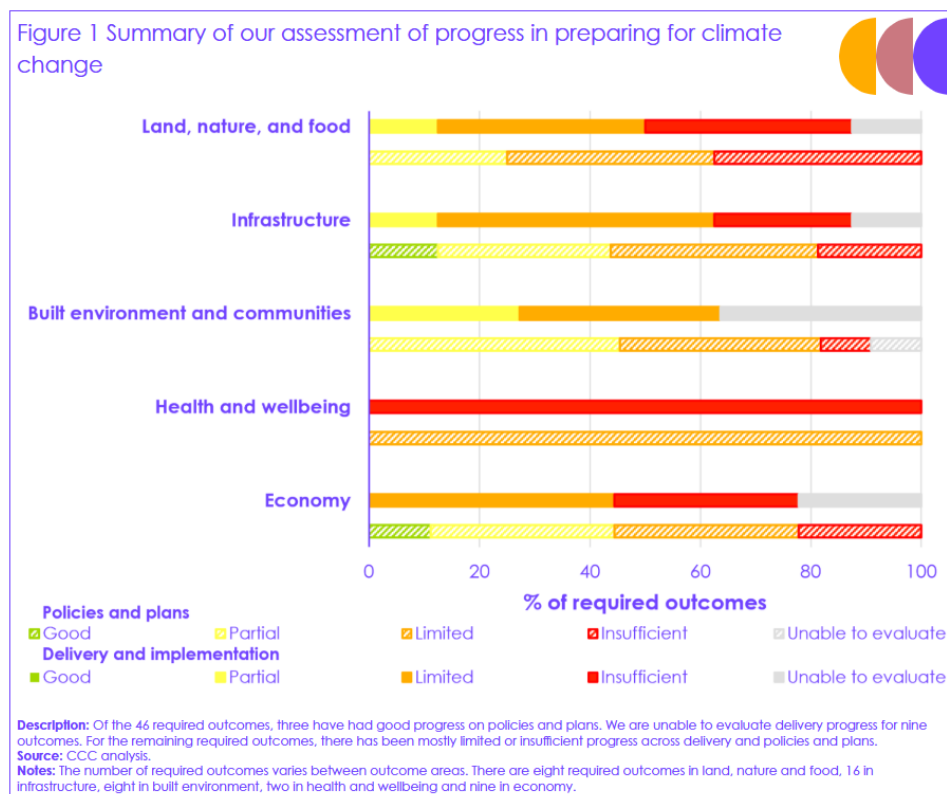
Tony Blair et le rapport plus généralement plaident plutôt pour une nouvelle approche des politiques climatiques, présentée comme pragmatique et fondée sur la technologie, qui serait plus susceptible d'obtenir l'adhésion des citoyens. Il recommande en particulier aux gouvernements de viabiliser les technologies de captage et de stockage du CO₂, d'investir dans les technologies d'avenir (fusion nucléaire, carburants aériens durables, acier vert), de planter massivement des arbres et d'utiliser l'IA pour optimiser et réduire les consommations d'énergie. Il recommande par ailleurs de davantage mobiliser la finance privée, en particulier le secteur de la philanthropie.

En réaction, le Premier ministre Keir Starmer et le ministre de l'énergie et du climat, Ed Miliband, ont réaffirmé leur engagement à accélérer la transition climatique britannique et précisé que le Royaume-Uni mettait déjà en œuvre la majorité des solutions recommandées par le rapport (nucléaire, captage et stockage du carbone).

Le CCC invite le gouvernement à accroître ses efforts pour l'adaptation au changement climatique

Dans son dernier [rapport de progrès](#) sur la mise en œuvre de la stratégie d'adaptation au changement climatique, le *Climate Change Committee* juge le niveau de préparation du Royaume-Uni « inadéquat ». Même s'il constate certains progrès, le CCC regrette que la publication d'un nouveau plan national d'adaptation en 2024 n'ait pas permis de changement radical d'approche et constate que la majorité des indicateurs de suivi restent à un niveau préoccupant.

Il recommande au gouvernement d'adopter urgemment une nouvelle approche en définissant mieux les objectifs et les rôles de chacun, améliorant la coordination interministérielle, intégrant l'adaptation dans toutes les politiques publiques et mettant en place un système de suivi et d'évaluation efficace des progrès réalisés.



Le plus grand projet d'hydrogène vert du Royaume-Uni (500 MW) obtient son permis de construire

Le comté d'Aberdeen a accordé un permis de construire au projet de production d'hydrogène vert Kintore Hydrogen. Ce projet, porté par l'entreprise britannique Statera Energy, devrait entrer en service d'ici 2030 avec une capacité de 500 MW dans un premier temps, qui pourrait être portée à 3 GW dans les années suivantes. L'hydrogène qui y sera produit pourra servir à décarboner des procédés industriels ou se substituer au gaz pour la production d'électricité.

Environnement

L'OEP alerte le gouvernement sur le risque de régressions environnementales contenu dans son projet de réforme du droit de l'urbanisme

Dans un [courrier](#) adressé au gouvernement, l'*Office for Environmental Protection*, institution chargée de la bonne application du droit de l'environnement au Royaume-Uni, s'inquiète de potentielles régressions environnementales associées à certaines dispositions du projet de réforme du droit de l'urbanisme. S'il reconnaît que le gouvernement souhaite mettre en œuvre une nouvelle approche de la protection de l'environnement, fondée sur le principe de compensation, l'OEP considère que les garde-fous sont

insuffisants sur deux points en particulier. D'une part, il craint que le test pour valider les plans de compensation environnementale que devront soumettre les développeurs ne soit trop subjectif par rapport au droit existant. D'autre part, la loi permettra aux développeurs de mettre en œuvre des mesures de compensation environnementale loin des sites protégés qui pourraient être affectés, alors que le droit actuel ne l'autorise qu'en dernier recours et sous certaines conditions.

L'université de Portsmouth juge l'action du gouvernement insuffisante en matière de lutte contre les microplastiques

Dans un [policy brief](#) publié le 6 mai, un collectif de chercheurs du Global Plastics Policy Centre de l'Université de Portsmouth, soutenu par des scientifiques de 7 universités britanniques, alerte sur les piètres résultats du Royaume-Uni en matière de lutte contre les micro-plastiques. Depuis l'interdiction des microbilles de plastique dans les cosmétiques en 2017, le Royaume-Uni n'a pas pris de nouvelles mesures et accuse désormais un retard par rapport aux pays comparables. Ce papier recommande au gouvernement d'adopter rapidement une feuille de route pour réduire la pollution aux microplastiques, qui concernerait les sources primaires et secondaires, et se concentrerait sur la définition de normes pour réduire leur présence dans les secteurs du textile, de l'emballage ou des transports dès le stade de production.

Industrie

Le gouvernement a déjà alloué 94M£ au sauvetage de British Steel

Le ministre du Commerce et des Entreprises Jonathan Reynolds a indiqué à la Chambre des Communes que 94M£ avaient été dépensés par le gouvernement pour maintenir les hauts fourneaux de Scunthorpe en activité depuis la prise de contrôle opérationnelle de British Steel par le gouvernement. Cette somme a permis de couvrir les dépenses opérationnelles de British Steel sur la période. Selon Jonathan Reynolds, le coût pour les finances publiques d'une faillite de British Steel et d'une fermeture des hauts fourneaux aurait été de plus d'1 Md£. La presse a cependant indiqué que le coût de la prise de contrôle opérationnelle de British Steel par le gouvernement n'avait pas été évalué avant l'adoption de la loi d'urgence.

GSK et AstraZeneca confirment leur volonté d'investir davantage États-Unis

Les groupes pharmaceutiques britanniques [GSK](#) et [AstraZeneca](#) ont tous deux présenté des résultats en croissance au 1^{er} trimestre 2025

(CA en progression de +10% pour AstraZeneca en g.a. et de +4% pour GSK). Les deux groupes ont indiqué qu'ils estiment être bien positionnés pour faire face à d'éventuels droits de douane américains sur les produits pharmaceutiques, précisant qu'il leur était possible de localiser davantage de leur production aux États-Unis et rappelant qu'ils souhaitent investir davantage dans le pays - GSK souligne qu'il prévoit «des dizaines de milliards de dollars» d'investissements dans la R&D et la production aux États-Unis dans les cinq prochaines années.

Plusieurs constructeurs automobiles britanniques limitent leurs exportations vers les États-Unis

Aston Martin et Jaguar Land Rover ont indiqué avoir respectivement limité et cessé leurs exportations de véhicules du Royaume-Uni vers les États-Unis en avril et en mai pour éviter qu'ils soient soumis aux droits de douane additionnels de 25% en vigueur depuis le mois dernier. Les deux constructeurs indiquent pour l'instant qu'ils auront recours à leurs inventaires aux États-Unis pour les prochaines semaines. Aston Martin et JLR réalisent respectivement environ 30% et 20% de leurs ventes aux États-Unis.

Transports

Le SMMT s'inquiète des délais de connexion au réseau électrique pour les exploitants de flottes d'utilitaires électriques

Le SMMT, fédération professionnelle du secteur automobile, a [indiqué](#) que les délais de connexion au réseau électrique constituaient un obstacle à la constitution de flottes de véhicules utilitaires ou de poids-lourds électriques. Selon le SMMT, les entreprises qui exploitent des flottes d'utilitaires font face à des délais pouvant aller jusqu'à 15 ans pour connecter des points de charge au réseau électrique. Il appelle le gouvernement à agir sur les règles d'urbanisme et d'allocation des droits de connexion au réseau pour accélérer les autorisations.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr